

MAHREZ LAMARI, PRÉSIDENT DU CNASPS : «L'ONU doit mettre fin à l'entêtement du Maroc»

Lors d'une rencontre de solidarité avec le peuple sahraoui organisée hier à Alger, les présents ont lancé un appel aux Nations unies pour que «soit mis un terme à l'entêtement du Maroc et que soient appliqués les mécanismes de protection des droits de l'homme dans des territoires occupés».

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Les Nations unies doivent prendre leurs responsabilités. Elles doivent mettre un terme à l'entêtement du Maroc», a déclaré, hier, Mahrez Lamari, président du Comité algérien de solidarité avec le peuple sahraoui en marge de la rencontre de solidarité avec le peuple sahraoui. Les participants ont tenu à réaffirmer leur soutien à la lutte pacifique engagée au niveau des territoires occupés.

Les membres du comité ont expliqué de ce fait «qu'au moment où l'Algérie célèbre le cinquantième anniversaire de son indépendance, il y a lieu de rappeler qu'elle a de tout temps soutenu les mouvements de libération et réaffirmé sa fidélité aux idéaux de Novembre et son attachement aux droits des

peuples à disposer d'eux-mêmes». L'Algérie soutient donc la décolonisation de l'Afrique, a précisé Mahrez Lamari.

Une cinquantaine de représentants de la résistance sahraoui étaient présents hier à l'hôtel Dar Diaf à Bouchaoui (Alger). «Ils sont venus avec une seule voix réaffirmer leur attachement à la légalité internationale et la continuité de la lutte jusqu'à jouir de leur libération», a déclaré le président du comité algérien de soutien au peuple sahraoui. Ont aussi participé à la rencontre des étudiants africains faisant partie d'une délégation de différentes nationalités venus réaffirmer «leur détermination à soutenir une Afrique libre et indépendante jusqu'à ce que le colonialisme soit totalement banni du continent», ont annon-



Les Sahraouis déterminés à lutter jusqu'à la libération totale.

cé les présents. «Nous souhaitons la paix et la stabilité dans ces pays opprimés. Il s'agit aussi

pour nous de soutenir le peuple sahraoui dans son droit à l'auto-détermination», a souligné

Mahrez Lamari, mettant en évidence la situation vécue au niveau des territoires occupés sans que les pays membres des Nations unies prennent leurs responsabilités pour autant. «L'assistance a pris aujourd'hui bonne note du fait que le peuple sahraoui combat dans la légalité.

Il poursuivra sa lutte avec tous les sacrifices exigés, et ce jusqu'à la libération totale de la RASD», a affirmé le président de la CNASP. A aussi assisté à la rencontre le ministre des Territoires occupés, Mohamed Ould Akik, ainsi que qu'Ibrahim Ghali, ambassadeur de la RASD à Alger.

Pour leur part, les représentants de lutte tels que la sœur du chahid Saïd Dember ainsi que l'ancienne détenue Guelimia El Yazidi, évoqueront leur calvaire au cours des dernières années notamment au niveau du lieu de détention de Ghadès, dans la région de Ouarzazet où Gulimia El Yazidi a été emprisonnée pendant onze ans.

F.-Z. B.

BLIDA Les habitants du quartier Mimèche protestent devant le siège de l'ADE

Les habitants du quartier Mimèche, dans la commune de Bouarfa, à 3 kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Blida, ont observé, hier, un mouvement de protestation devant le siège de l'agence de l'Algérienne des eaux pour dénoncer les longues coupures d'eau, surtout avec la hausse des températures lors de ces derniers jours où ce précieux liquide est devenu indispensable.

Selon des contestataires, la cause de ces perturbations réside dans le fait que les conduites d'eau sont sous-dimensionnées par rapport au nombre des habitants du quartier Mimèche qui dépasse les 5 000 âmes. Cet état de fait provoque un faible débit dans la desserte de l'eau. Ainsi, ils ont exigé des responsables de l'ADE de trouver la solution adéquate.

Dans le même contexte, des citoyens du douar Halouiya, à 10 kilomètres à l'est de Blida, sont montés au créneau pour exiger des responsables concernés de les alimenter en eau potable, depuis plus de trois semaines leurs robinets sont à sec. Ils se demandent comment une région comme celle de Halouiya qui se trouve au cœur de la Mitidja soit privée d'eau au moment où les nappes phréatiques ont été bien remplies lors de la saison hivernale écoulée.

A noter que les habitants de ce douar ont été contraints de ramener l'eau à partir des forages des vergers mitoyens.

M. B.

TOUT EN AFFIRMANT QUE BEAUCOUP DE DISPOSITIONS ONT ÉTÉ PRISES, SELLAL :

«L'Algérie est un pays à stress hydrique»

Le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, affirme que l'Algérie est un pays à stress hydrique, mais que beaucoup de dispositions ont été prises entre-temps pour assurer une bonne marge de sécurité en matière d'alimentation de la population en eau potable.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Selon Abdelmalek Sellal, qui s'exprimait hier sur les ondes de la Chaîne III, l'Algérie comptait à l'indépendance 13 petits barrages d'eau d'une capacité de stockage de

454 millions de mètres cubes. Seulement 35% des 9 millions d'habitants que comptait le pays étaient alimentés en eau potable, essentiellement dans les grandes villes où les colons étaient concentrés.

Le monde rural était alors totalement privé de cette ressource. De 1962 à 1999, rappelle le ministre des Ressources en eau, 31 barrages ont été réalisés et le taux de raccordement de la population en eau potable était de 78% avec 129 litres par habitant à la fin des années 1990.

Durant ces années, l'eau était encore très rationnée.

La distribution se faisait deux à trois fois par semaine

durant quelques heures dans la journée et seulement 40 % de la population avait de l'eau quotidiennement dans les robinets. Un effort particulier, soutient le ministre, a été effectué à partir des années 2000 où au jour d'aujourd'hui le pays a connu la réalisation de 71 barrages avec une capacité de stockage de plus de 7 milliards de mètres cubes.

Ainsi, fait savoir Sellal, aujourd'hui, le taux de raccordement à l'eau potable est passé à 94% avec 170 litres/jour par habitant. Ceci dit, ajoute le ministre, 73% de la population ouvre actuellement droit à de l'eau H24 au robinet.

Par ailleurs, le ministre a insisté sur le fait que l'Algérie,

qui enregistre en matière de ressources en eau 650 m³/an par habitant, soit un apport annuel de l'ordre de 17 milliards de mètres cubes pour une population de 35 millions d'habitants, est un pays à stress hydrique.

«Nous sommes en dessous de la norme, mais nous avons pris toutes les dispositions nécessaires avec les 19 barrages qui seront réalisés d'ici 2014, puis les stations de dessalement, ce qui représente une sécurité absolue par rapport aux différents pays du monde qui connaissent de sérieux problèmes en matière de sécurité hydrique», a-t-il conclu.

M. M.

NOUREDDINE MOUSSA À PARTIR DE CONSTANTINE :

«L'acte de construire est complexe»

Pour Noureddine Moussa, ministre de l'Habitat, qui, vraisemblablement, craint l'impact que pourrait avoir la baisse vertigineuse du prix du baril de pétrole sur le département qu'il dirige, d'où d'ailleurs son appel à «l'optimisation au maximum des études et des estimations», la manne financière dont dispose son secteur «ne règle, en effet, le problème du logement qu'à hauteur de 35%».

Selon le ministre de l'Habitat, qui a procédé, hier, à Constantine, au lancement du programme quinquennal d'habitat 2010-2014 de la wilaya qui est de l'ordre de 40 000 unités, «l'acte de construire, qui paraît simple est plus complexe qu'on ne le pense». Puisque, a-t-il dit en substance, l'acte de construire obéit à une multitude de paramètres conjugués, sans lesquels il

serait impossible de réaliser un logement. «Il faut beaucoup de paramètres réunis pour construire un logement.

L'argent ne règle que 35% du problème. Il s'agit de la mobilisation des assiettes foncières, de la qualité du travail des bureaux d'études et de celui des entreprises de réalisation», a souligné le ministre qui a estimé, en outre, concernant l'outil de production natio-

nal, à savoir les entreprises de réalisation, qu'il est «en deçà» des attentes.

D'où, d'ailleurs, a-t-il expliqué, le recours intempestif aux entreprises de réalisation étrangères, notamment chinoises et turques, lesquelles, croit-il savoir, «maîtrisent parfaitement les procédés de construction industrielle».

Un procédé pourtant, a affirmé Noureddine Moussa, que «l'Algérie a adopté au début des années 80 et que l'entreprise publique Sorest maîtrise parfaitement mais a été malheureusement abandonnée».

Et pour cause, a expliqué le ministre, «nous n'avons pas une industrie locale qui répond

aux besoins des concepteurs utilisant ce procédé (le coffrage tunnel, ndlr)».

A vrai dire, une simple panne oblige l'utilisateur de ce procédé de faire appel pour les pièces de rechange, à l'étranger.

En ce sens et afin de mieux répondre aux exigences, ce nouveau procédé utilisé par les entreprises étrangères, lesquelles ont une capacité de production de 12 logements par jour, soit 246 logements par mois, le ministère travaille à «l'orientation des entreprises locales vers ce procédé et favorise en parallèle le partenariat avec les concepteurs étrangers en ce sens».

Farid Benzaid

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Condoléances

C'est avec une grande tristesse que le Syndicat national des journalistes a appris le décès du père de notre confrère du quotidien *El Watan* et ami Mourad Slimani, survenu vendredi 29 juin 2012. En cette douloureuse circonstance, l'ensemble des membres du syndicat présentent leurs plus sincères condoléances à Mourad ainsi qu'à toute la famille Slimani. «A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons».

P/ le Syndicat national
des journalistes,
le secrétaire général,
Kamel Amarni